Toujours des gains d'emplois, mais...

PERSPECTIVES

OBSERVATOIRE PARTENARIAL ÉCONOMIE / DÉCEMBRE 2015

VILLES

Les gains d'emplois fléchissent dans l'aire urbaine de Toulouse depuis quatre ans. Sur la dernière année, en 2014, le ralentissement est étroitement lié aux services aux entreprises qui marquent le pas, alors même que ces activités ont très fortement alimenté la croissance au cours de ces dix-quinze dernières années.

3 100 emplois supplémentaires en 2014...

L'année 2014 marque une cinquième année consécutive d'augmentation des emplois salariés privés depuis la crise pour l'aire urbaine de Toulouse.

Cet accroissement des emplois salariés privés s'accompagne d'un même accroissement des emplois salariés de la fonction publique, tous versants confondus : +1,5% par an entre 2010 et 2013 dans le département de la Haute-Garonne (source Insee, Siasp). Les emplois non-salariés (indépendants, chefs d'entreprises, professions libérales...) sont également en constante augmentation : +3,2% par an entre 2007 et 2012 (source Insee, recensements).

CHIFFRES CLÉS 2014

EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ

Aire urbaine de Toulouse :

- 420 000 emplois
- + 3 100 emplois en un an
- + 0,7 % en un an (0,0 % au niveau national)
- + 2 000 emplois dans la sphère productive

... mais le rythme continue à ralentir

Les emplois privés sont ceux qui fluctuent le plus aux variations du marché. L'année 2014 marque, en ce sens, un nouveau fléchissement de la croissance. En dehors de 2009, elle représente le plus faible accroissement de l'emploi de la décennie.

Les deux premiers trimestres de 2015 s'inscrivent dans une même tendance avec une augmentation modérée du nombre d'emplois. Le troisième trimestre est en revanche nettement plus favorable. Il redresse la croissance annuelle, dans l'attente des résultats du 4^e trimestre 2015.

Évolution annuelle de l'emploi salarié privé dans l'aire urbaine de Toulouse

Sources : Unedic de 1999 à 2007, Acoess de 2007 à 2014, traitement aua/T

Les grandes aires urbaines : un bilan favorable mais contrasté

Depuis le début de la crise (de 2008 à 2014), Toulouse se positionne au 1^{er} rang des aires urbaines « créatrices » d'emplois, avec un total de 27 600 emplois supplémentaires en six ans. Le podium est complété par les aires urbaines de Lyon (+21 000 emplois), de Bordeaux et de Nantes (+18 700 emplois chacune).

Sur la dernière année, en 2014, les vingt plus grandes aires urbaines de France (hors Paris) ont dégagé 14 500 gains d'emplois. L'aire urbaine de Paris enregistre, pour sa part, à elle seule, 13 200 emplois supplémentaires.

Dans ce contexte, certaines grandes aires urbaines performant plus que d'autres. Toulouse figure ainsi au 3^e rang du palmarès des aires dégagant les plus forts gains d'emplois en 2014. Elle est devancée par les aires urbaines de Lyon (+7 100) et de Marseille-Aix (+5 300). Viennent ensuite, celles de Nantes (+2 500), de Montpellier (+2 400) et de Bordeaux (+2 300).

A l'inverse, quelques grandes aires urbaines rencontrent plus de difficultés. Pour 2014, les pertes d'emplois les plus fortes concernent l'aire de Nice (-3 200), suivie de Saint-Etienne (-2 200), Grenoble (-1 300), Rouen et Nancy (-1 200 chacune).

Languedoc-Roussillon – Midi-Pyrénées : des gains d'emplois modérés

Avec 1 000 emplois supplémentaires en 2014, la région Languedoc-Roussillon – Midi-Pyrénées figure dans le trio de tête des nouvelles régions. Ces gains d'emplois restent néanmoins relativement faibles (+0,1%) et prolongent les évolutions passées de 2013 (0%) et de 2012 (-0,1%).

Les évolutions « intra régionales » dessinent des réalités très différentes. Alors que les territoires sous influence urbaine dégagent 2 200 emplois supplémentaires, les territoires ruraux, à l'inverse, décroissent avec 1 200 pertes d'emplois.

Les aires urbaines, elles-mêmes, ne suivent pas les mêmes trajectoires. Toulouse et Montpellier polarisent la croissance en gagnant « ensemble » 5 500 emplois supplémentaires. D'autres aires, de taille intermédiaire, créent également des emplois : Béziers (+400), Nîmes et Figeac (+350 chacune), Montauban (+330), Biars-sur-Cère (+260) et Bagnols-sur-Cèze (+120). Néanmoins, une majorité d'aires urbaines s'inscrit à la baisse : elles sont 58 (sur 88 au total) à perdre des emplois représentant au total 5 800 emplois de moins.

Évolution de l'emploi salarié privé par aire urbaine (base 100 en 2008)

Source : Acoiss 2008 à 2014, traitement aua/T

Grandes aires urbaines : une référence de comparaison pour l'aire urbaine de Toulouse

Une croissance moyenne est mesurée pour les plus grandes aires urbaines françaises, en dehors de Paris et Toulouse. Cette référence se compose des 18 plus grandes aires de province (en nombre d'habitants), dans l'ordre décroissant : Lyon, Marseille - Aix, Lille, Bordeaux, Nice, Nantes, Strasbourg, Grenoble, Rennes, Rouen, Montpellier, Saint-Etienne, Tours, Clermont-Ferrand, Douai - Lens, Avignon, Toulon et Nancy.

Évolution de l'emploi salarié privé en 2014 par aire urbaine

Source : Acoiss 2014, traitement aua/T

Les activités « productives » à la source des écarts territoriaux

L'évolution des emplois dans l'aire urbaine de Toulouse, en 2014, combine 2 000 gains d'emplois dans la sphère productive et 1 100 dans la sphère résidentielle. Le moteur de l'économie toulousaine demeure donc « productif », mais sa prédominance est moins forte qu'avant.

Au plan national, l'empreinte des activités productives est particulièrement significative en 2014. A la baisse ou à la hausse, les évolutions d'emplois liées à ces activités sont plus fortes et structurantes dans la majorité des territoires. C'est le cas notamment dans les grandes aires urbaines de Paris (+6 100), Lyon (+5 900) et Marseille (+3 400) dont les gains d'emplois sont exceptionnellement supérieurs à ceux de l'aire de Toulouse. Suivent de très près les aires de Nantes (+1 900) et de Montpellier (+1 700). D'autres aires, plus petites, enregistrent également d'importants gains d'emplois dans les activités productives : Annonay, Evreux, Cholet, Pierrelate, Béziers, Aras, Vire, Compiègne, Montauban, Figeac, entre autres...

L'emploi des activités résidentielles se caractérise par des évolutions d'amplitudes moins fortes au sein des territoires. L'année 2014 prolonge la tendance baissière et fait échos aux difficultés du bâtiment et au resserrement de la demande intérieure. Les aires urbaines les plus impactées par ces évolutions : Nice (-2 400), Caen (-1 270), Saint-Etienne (-1 220), Rouen (-870), Nancy (-800)...

Sphère résidentielle :

activités de services qui visent à satisfaire les besoins quotidiens de la population et de toutes personnes présentes sur le territoire.

Sphère productive :

activités traditionnelles de fabrication et services « connexes » qui participent à la production d'un bien.

Des services aux entreprises moins dynamiques dans l'aire urbaine de Toulouse

C'est là une évolution importante de l'année 2014 : les gains d'emplois dans les services aux entreprises toulousains sont moins intenses que ceux des autres grandes aires urbaines, en particulier de Lyon et de Marseille. La fin des grands programmes d'études liés à l'industrie aéronautique est le facteur majeur de ce ralentissement.

Les activités de fabrication restent, en revanche, très dynamiques sur Toulouse. Elles témoignent des rythmes de production et de livraison d'avions qui engagent l'activité du groupe Airbus, mais aussi d'ATR, sur l'année passée, présente et les prochaines à venir.

Deux autres évolutions sectorielles sont à noter : les activités de construction qui « fléchissent » moins fortement sur Toulouse et les activités de logistique qui perdent, en revanche, relativement plus d'emplois.

Taux d'évolution de l'emploi salarié privé en 2014 par grands secteurs d'activités

Source : AcoSS 2014, traitement aua/T

... dans la sphère résidentielle

Source : AcoSS 2014, traitement aua/T

... dans la sphère productive

Source : AcoSS 2014, traitement aua/T

Évolution de l'emploi salarié privé en 2014 par intercommunalité

Source : Acoess 2014, traitement aua/T

Des écarts de croissance dans l'aire urbaine de Toulouse

Tous les grands territoires de l'aire urbaine sont concernés par la progression de l'emploi. Par ordre d'importance, la banlieue représente 60% des gains d'emplois, soit 1 850 emplois privés de plus. La couronne périurbaine affiche une évolution élevée avec 860 emplois de plus. La ville de Toulouse enregistre une augmentation plus modérée, avec 380 emplois privés supplémentaires.

Avec 1 740 emplois supplémentaires en 2014, Toulouse Métropole représente 50% de la croissance de l'aire urbaine. Cette proportion, certes importante, recule par rapport aux années passées. Le dynamisme de l'agglomération est également alimenté par la progression des emplois sur le Sicoval (+520), sur la Save-au-Touch (+170) et sur le Muretain (+150). Les territoires du nord restent globalement dynamiques, même si les évolutions sont plus mesurées qu'en 2013, en particulier sur la communauté de communes du Frontonnais, englobant le pôle logistique d'Eurocentre.

Les plus fortes progressions s'opèrent dans le sud de l'aire urbaine. Les communautés de communes de la Vallée de l'Ariège et du Volvestre polarisent la croissance, avec respectivement 400 et 80 gains d'emplois en 2014.

Les territoires du Lauragais se caractérisent par des pertes d'emplois dans la partie audoise compensées par des gains d'emplois dans la partie haut-garonnaise. Le développement de la zone d'activités Nicolas Appert sur Castelnau-d'Aud sera de nature, dès 2016, à corriger cette tendance.

Évolution de l'emploi salarié privé par grand territoire

Source : Acoess 2014, traitement aua/T

	Effectif 2014	Évolution annuelle	
		2013 - 2014	2008 - 2014
Toulouse	207 410	+ 380 (+ 0,2%)	+ 1 740 (+ 0,9%)
Banlieue	164 490	+ 1 850 (+ 1,1%)	+ 2 170 (+ 1,4%)
Couronne périurbaine	48 220	+ 860 (+ 1,8%)	+ 690 (+ 1,5%)
Aire Urbaine	420 120	+ 3 090 (+ 1,1%)	+ 4 600 (+ 1,1%)
Toulouse Métropole	320 420	+ 1 470 (+ 0,5%)	+ 3 950 (+ 1,3%)
Muretain agglo	19 590	+ 150 (+ 0,8%)	+ 50 (+ 0,3%)
Sicoval	27 430	+ 520 (+ 1,9%)	- 160 (- 0,6%)
SCoT Grande Agglomération Toulousaine	378 480	+ 2 290 (+ 0,6%)	+ 3 990 (+ 1,1%)
SCoT Nord Toulousain	13 120	+ 130 (+ 1,0%)	+ 160 (+ 1,3%)
SCoT du Pays du Sud Toulousain	13 740	+ 510 (+ 3,9%)	+ 280 (+ 2,2%)
SCoT Lauragais	15 370	- 30 (- 0,2%)	+ 30 (+ 0,2%)
InterSCoT	420 710	+ 2 910 (+ 0,7%)	+ 4 450 (+ 1,1%)
Midi-Pyrénées	754 090	+ 1 140 (+ 0,2%)	+ 2 660 (+ 0,4%)
Languedoc-Roussillon	554 950	- 140 (- 0,0%)	- 940 (- 0,2%)
Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées	1 309 040	+ 1 000 (+ 0,1%)	+ 1 720 (+ 0,1%)

Source :

Les traitements de l'emploi sont réalisés à partir de la source de données Urssaf. Le champ couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel comprenant tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande, la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile. Ce champ représente entre 60 et 70% de l'ensemble des emplois, selon les territoires. Cette source fournit, chaque année, des données à l'échelle communale sur l'ensemble du territoire métropolitain et des DOM-TOM, permettant d'éclairer la question du dynamisme des territoires.

Néanmoins, certaines évolutions peuvent aussi être liées directement à la source : déclaration à un lieu unique des effectifs, changement de codes d'activité d'une entreprise, mise à jour et amélioration du fichier... D'autre part, des précautions sont à considérer dans les analyses communales. Certains emplois recensés sur la commune (au siège social de l'établissement) peuvent s'opérer, en réalité, directement chez le client, probablement localisé sur une autre commune (voire plusieurs). C'est le cas des activités de placement de main d'œuvre, des activités de nettoyage, des activités de sécurité, des aides à domicile et d'autres.

Définition :

Selon l'INSEE, une aire urbaine est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine), et par des communes rurales ou unité urbaine dont au moins 40% de la population résidente ayant un emploi, travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. Trois catégories d'aires urbaines sont distinguées :

- les « grandes aires urbaines » constituées d'un pôle urbain de plus de 10 000 emplois,
- les « moyennes aires urbaines » constituées d'un pôle urbain de 5 000 à 10 000 emplois,
- les « petites aires urbaines » constituées d'un pôle urbain de 1 500 à 5 000 emplois.